EPOCH TIMES

6 - 12 OCTOBRE 2014 · ÉDITION FRANÇAISE N° 294 · WWW.EPOCHTIMES.FR

Le gouvernement s'oppose à la GPA

P. 3 - FRANCE

ANTHONY KWAN/GETTY IMAGES

Espagne

Imbroglio catalan derrière le retrait de la loi sur l'avortement

P. 4 - EUROPE

JOSE JORDAN/AFP/GETTY IMAGES

JOEL SAGET/AFP/GETTY IMAGES

Les Parisiens ont voté pour leurs projets coup de coeur

La semaine dernière, 40 000 Parisiens ont voté pour leur projet préféré dans le cadre du lancement du budget participatif, mis en place par la municipalité d'Anne Hidalgo. Durant la semaine de vote, tous les Parisiens sans distinction de nationalité ou d'âge ont pu attribuer une voix par projet, avec 5 voix au total, parmi les 15 projets proposés par la ville.

P. 2 - FRANCE

Chine

Un journal officiel traite de la fracture sociale

Les critiques trouveront confirmation de leurs déclarations les plus dures envers le régime chinois dans un récent sondage effectué par *La Tribune du Peuple*… un média fidèle au Parti communiste. Cette enquête décrit en détails le manque de foi dans la société chinoise, ainsi que les divers « *états mentaux anormaux* » dont souffrent les Chinois.

Le plus surprenant de tous ces états étudiés est sans doute la « *haine de soi* », décrite comme la mentalité de ceux qui « *attaquent le Parti communiste et haïssent le système politique, système qu'ils attaquent d'un côté et dont ils profitent de l'autre* ».

Pour le grand public, plus susceptible d'être soumis au pouvoir arbitraire que de bénéficier de privilèges, une douzaine d'autres états ont été répertoriés. Il s'agit notamment du « *culte de l'hédonisme* », la « *mentalité du spectateur* », la « *méfiance enracinée* », la « *mentalité de l'autruche* », la « *phobie de penser* », la « *dépendance à l'Internet* », l'« *étalage des richesses* » et beaucoup d'autres états.

P. 6 - INTERNATIONAL

AP PHOTO/TVS VIA APTN

Citroën C1, Peugeot 108, Toyota Aygo...

P. 8-9 - AUTOMOBILE

Tourisme en Haïti

P. 10 - VOYAGE

Une tablette de luxe très design

P. 11 - TECHNOLOGIE

Wu Hsing-Kuo entre Orient et Occident

P. 7 - ARTS ET CULTURE

CHINE

179 287 115

citoyens ont quitté le Parti communiste chinois et ses organismes affiliés.

P. 6 - INTERNATIONAL

CONTACTEZ-NOUS

Courrier des lecteurs
courrierdeslecteurs@epochtimes.fr

Téléphone 01 45 86 41 95

67 ÉDITIONS, 35 PAYS, 21 LANGUES, UN JOURNAL EN PLEINE EXPANSION · SUIVEZ L'ACTUALITÉ SUR WWW.EPOCHTIMES.FR

allemand · anglais · bulgare · chinois · coréen · espagnol · français · hébreu · indonésien · italien · japonais · perse · portugais · roumain · russe · slovaque · suédois · tchèque · turc · ukrainien · vietnamien

Les Parisiens ont voté pour leurs projets coup de cœur

Suite de la première page

Mise en application de la démocratie participative

Ce projet porte la voix d'une démocratie proche des citoyens et a pour ambition d'impliquer davantage les Parisiens à la construction et à l'amélioration de leur vie quotidienne dans la capitale. Paris rejoint ainsi une tendance de plus en plus marquée des villes du monde à s'ouvrir aux initiatives citoyennes pour le plus grand bonheur des citadins souvent attachés à l'écologie.

Le budget participatif concerne 71 millions d'euros, soit 5 % du budget de l'investissement qui représente lui-même 18 % du budget annuel de Paris. Entre 2014 et 2020, celui-ci représentera 426 millions d'euros à investir dans des projets proposés par les citoyens. Pour le lancement du budget participatif, la ville a mis en place quinze projets, dont neuf ont été élus par les citoyens et seront réalisés dès 2015.

Les projets retenus pour la ville

Le projet ayant reçu le plus de votes concerne la végétalisation d'une quarantaine de murs aveugles, pour des raisons esthétiques et écologiques. Leur création totalisera un budget de 2 millions d'euros et permettra d'instaurer des corridors pour la biodiversité grâce à un microclimat végétal. Le deuxième projet arrivé en tête s'inscrit également dans une optique de développement durable. Il concerne plus de la moitié des écoles maternelles et primaires qui se verront dotées de jardins potagers pédagogiques pour l'apprentissage des valeurs traditionnelles de la nature à destination d'enfants âgés de 3 à 12 ans.

CAPTURE D'ÉCRAN DU SITE BUDGETPARTICIPATIF.PARIS.FR

> La population peut discuter et décider du budget et des politiques publiques

Les autres projets retenus concernent l'intégration du périphérique dans la vie des habitants en impliquant des structures de reconquête urbaine, un meilleur service de tri des déchets au plus près des habitants et la mise en place d'espaces dédiés au *coworking*, à savoir le travail commun entre étudiants et entrepreneurs pour une meilleure stimulation de la création d'entreprises.

Un concept collaboratif connecté

Dès 2015, les citoyens eux-mêmes pourront proposer de leur propre initiative des projets sur le site internet www.budget.participatif.paris.fr, comme l'a déclaré Anne Hidalgo mercredi dernier : « *Je souhaite donner les clés du budget aux citoyens* ».

Concept né au Brésil dans les années 80, le budget participatif concerne aujourd'hui plus de 200 municipalités dans le monde. Mis en place pour la première fois à Porto Alegre, il porte plusieurs notions positives comme l'a bien décrit Ubiratan de Souza, économiste et coordinateur général du cabinet de la planification de la ville brésilienne : « *Le budget participatif est un processus de démocratie directe, volontaire et universel au cours duquel la population peut discuter et décider du budget et des politiques publiques. Le citoyen ne limite pas sa participation au vote, mais va au-delà* ». Un bon pas vers l'amélioration du rapport qu'ont les citoyens à la démocratie et plus largement à leur environnement le plus proche.

Ivo Paulovic

EN BREF

Une concertation sur le numérique en France

En prévision du projet de loi sur le numérique prévu en 2015, le gouvernement lance une grande concertation publique sur le numérique sur son site contribuez.cnnumerique.fr. Chacun peut voter jusqu'en janvier, évaluer et contribuer à une liste de propositions identifiées par des experts du Conseil National du Numérique, les scientifiques et les parlementaires. Le but, moderniser son application en France, garantir la liberté des utilisateurs et orienter les politiques publiques.

Douche glacée pour Suez Environnement

Suez Environnement, deuxième groupe français de l'eau et de la propreté, risque de perdre l'approvisionnement en eau de la région lilloise, son plus gros contrat en France. Ayant appris la « *non-conformité* » de son cahier des charges par la Commission de délégation de service public de Lille Métropole, le groupe a déclaré mobiliser « *toutes ses équipes* » pour éviter la perte d'un marché estimé à 500 millions d'euros.

Air France, le vrai coût de la grève

Air France précisera mercredi prochain le coût financier réel de la grève des pilotes de ligne. Sans pouvoir évaluer les coûts indirects d'une aussi mauvaise publicité de 14 jours, le groupe prévoit néanmoins des pertes de 350 et 400 millions d'euros au lieu des 280 millions estimés la semaine dernière. La direction a annoncé d'ores et déjà revoir ses objectifs de résultat annuel pour intégrer les pertes liées à la grève.

Paris veut se débarrasser des sacs en plastique

Dans le cadre de l'anticipation des mesures incluses dans le projet de loi concernant la transition énergétique, qui est en phase de discussion au parlement, la municipalité de la capitale propose de bannir les sacs plastiques de l'ensemble des commerces de Paris. Une alternative écologique aux sacs plastiques (mal recyclables et composés de perturbateurs endocriniens) devrait être proposée lors du prochain Conseil de Paris, qui se tiendra le 20 octobre.

35 heures : à quoi s'attendre ?

Quatorze ans plus tard, les contradictions du célèbre dispositif ne cessent d'alimenter le débat politique

Gouverner, selon la définition courante, c'est parfois prévoir et orienter les citoyens vers une évolution qu'ils n'auraient pu imaginer par eux mêmes. Forts de cette idée, les dirigeants d'un pays ont parfois pour vocation d'innover sur les questions économiques et sociales.

Dans le cas de la réforme des 35 heures, on attend encore de connaître l'objectif de nos dirigeants. Quatorze ans après leur application, les doutes sur l'efficacité économiques des 35 heures sont toujours là et ses gains réels sont toujours discutés. Que se soient les ministres, les syndicats, les potentiels candidats à la présidence de 2017, la plupart mentionne le fameux dispositif, en assumant à différents degrés sa possible remise en question. Au sein de l'opinion publique, le sujet est autant discuté et aboutit sur un paradoxe bien surprenant.

Bonne pour la vie quotidienne, mauvaise pour la vie professionnelle ?

L'institut Ifop a récemment fait un bilan des réactions françaises face aux 35 heures. Les résultats de ses sondages montrent que les Français, s'ils gardent une certaine lucidité quant au manque d'efficacité de la mesure sur le plan économique, apprécient néanmoins le confort et la « qualité de vie » qu'apporte une réduction du temps de travail. En effet, deux tiers des salariés estiment que les 35 heures ont amélioré leur vie quotidienne. Cependant, ils sont autant à constater les effets négatifs de la mesure sur leur vie professionnelle.

En octobre 1997, lors des élections législatives, la mesure du programme PS était approuvée par 63 % des Français. En 2000, 45 % des actifs commencent à suivre ce régime ; ils seront 68 % en 2008. Pour autant, les Français restent divisés quant à l'efficacité réelle de cette mesure sur le chômage. En mars 2001, près de la moitié d'entre eux pensent que l'effet sur l'emploi sera positif ; en 2003, ils ne sont plus que 31 % à approuver cette idée. De plus, 59 % des travailleurs interrogés s'attendent à une baisse de leur rémunération liée au régime, et ce dès 1997.

Reste que le passage aux 35 heures a été un long processus interne dans les entreprises, qui a été conduit sur presque une décennie au niveau national. D'après nombre d'observateurs, ressortir du dispositif pourrait faire perdre autant de temps.

À l'UMP, on imagine comment en sortir

En ces périodes de mauvaise santé économique, tous les remèdes sont à l'étude. La remise en cause de cette mesure ne fait pas exception, et évidemment, chaque bord politique l'envisage différemment. François Fillon, en octobre 2012, proposait d'« *abroger purement et simplement* » leur application dans le privé, et d'allonger le temps de travail à 39 heures dans la fonction publique.

Plus récemment, Nicolas Sarkozy s'était prononcé sur un déverrouillage du temps de travail. « *Les entreprises qui voudraient en sortir pourraient le faire par la négociation interne* », a-t-il déclaré récemment. Auteur du « *travailler plus, pour gagner plus* », Nicolas Sarkozy a également réajusté son tir en proposant simplement de « *travailler davantage* ».

Faut-il comprendre travailler plus, pour gagner autant ? Car rehausser le seuil du temps de travail signifie également supprimer une partie des heures supplémentaires, qui sont en général mieux payées. Or, le temps de travail moyen des travailleurs français est calculé à 39,2 heures par semaine, d'après la moyenne établie par l'institut Coe-Rexecode.

À moins de réinventer un assouplissement qui remplacerait le système actuel en termes de rémunération, l'augmentation du temps de travail pourrait donc se résumer à une perte de pouvoir d'achat. C'est aussi le calcul de l'ancien ministre du travail, Xavier Bertrand, qui estime que les salariés en « *feraient les frais* ».

Le gouvernement, encore très divisé sur la question

Du côté du gouvernement, la discussion sur le temps de travail se résume à quelques tentatives. Pour l'instant, faute d'un consensus global, celles-ci ne dépassent pas le seuil de la communication. Fin août, Emmanuel Macron, fraîchement nommé ministre de l'Économie, s'était adressé aux organisations syndicales sur le sujet. Évoquant une possible « *logique de concertation et de dialogue social* », le ministre avait été soutenu par Manuels Valls. Ce dernier s'est déclaré ouvert à une « *action de simplification* ».

Quelques heures plus tard, François Rebsamen annonçait un verdict différent. « *La durée du travail, je le dis et le redis, c'est 35 heures. C'est la position du gouvernement* », tranchait ce dernier. Beaucoup ont vu naître après les propos du porte-parole du gouvernement l'opposition de l'aile gauche du gouvernement, qui considère encore les 35 heures comme un acquis social.

Un peu plus tôt cette année, à la demande de l'UDI, une commission d'une trentaine de députés avait été créée par l'Assemblée Nationale. Celle-ci était chargée d'établir « *un bilan de l'impact sociétal, social, économique et financier de la réduction progressive du temps de travail et notamment de la loi de décembre 1998* ». Elle devrait rendre son rapport en décembre 2014. La mesure des 35 heures n'a donc pas fini de faire parler d'elle.

David Vives

MIGUEL MEDINA/AFP/GETTY IMAGES

Le gouvernement pourra-t-il sortir des limitations du dispositif des 35 heures pour relancer la croissance ?

Un p'tit coin d'parapluie, contre un coin d'paradis…

La jeunesse de Hong Kong, au bord des mâchoires du régime chinois, est la nouvelle rage de dents de Pékin. Avec un coup de parapluie dans les gencives, elle change depuis une dizaine de jours la donne dans le territoire, malgré les menaces, les lacrymogènes et malgré l'envoi d'hommes de main de la mafia locale pour tenter de les déloger.

Notre intelligentsia française, et d'autres intelligences assises ailleurs, considèrent avec leur habituelle condescendance ce mouvement, mené par de jeunes, très jeunes chinois et dont le leader a tout juste 17 ans. Joshua Wong est un gamin, né l'année de la rétrocession de HongKong à la Chine ; il n'a même pas encore le droit de vote et son « *pedigree* » politique se limite à avoir participé il y a deux ans aux manifestations pour empêcher la mise en place d'un programme d'enseignement dit « *patriotique* » sur l'île. Ce corpus pédagogique, depuis abandonné, expliquait entre autres pourquoi chaque citoyen chinois se doit de ressentir une piété filiale et une confiance absolue envers le « *glorieux* » parti communiste.

Mais Joshua Wong se moque bien de n'avoir pas fait l'ENA. Sur Nathan road à Kowloon, des milliers comme lui, collés à leurs principes de liberté, sont ralliés chaque jour par de nouveaux étudiants, certains même de Chine continentale, indignés par les attaques aux gaz lacrymogènes, par les arrestations, par les yeux baissés de la police quand des bandes mafieuses attaquent les manifestants. Ces sales gosses irriteraient presque, en plus de Pékin, une partie de la population locale qui commence à trouver le temps long et leur reproche de ne pas encore comprendre ce qu'est le monde réel, celui où on fait des concessions, où on accepte, où on ne dérange pas trop la circulation. Mais à vingt ans, on a ses propres idées sur le « *monde tel qu'il est* » et sur ce qu'on voudrait qu'il soit quand on en aura cinquante. C'est « *un mouvement contre l'emprise chinoise* », expliquent deux jeunes de Hong Kong étudiantes à Paris, et dont le journal *Le Monde* publie la lettre. Concepts simples : elles ne veulent pas que la démocratie signifie d'avoir le droit de voter pour un candidat sélectionné par le régime communiste, qui ne serait qu'une nouvelle marionnette de Pékin sur le modèle de l'actuel gouverneur C.Y. Leung.

Avec la même simple énergie que les jeunes Taiwanais du mouvement des tournesols en mars cette année, les « *parapluies* » changent la donne avec une vitesse que personne n'avait anticipée. Pékin, devant qui nos capitales sérieuses s'inclinent, Pékin à qui le pays des droits de l'homme n'ose parler des droits humains, tremble devant une bande de gamins. Les médias officiels communistes critiquent l'irresponsabilité des manifestants, le non-respect de la loi, et minimisent autant que possible l'ampleur des manifestations. Mais le blocage d'Instagram, de Facebook, de Google, de Twitter sur toutes les questions liées à Hong Kong disent assez la peur de grande contagion. Et si en France on se trouve comme d'habitude intelligent et sage en « *ne s'ingérant pas dans les affaires intérieures chinoises* », le Royaume-Uni, Taiwan et le Japon ont un cœur qui bat assez pour affirmer qu'un mouvement de désobéissance civile comme celui des parapluies est l'appel le plus exemplaire et le plus digne de sympathie. Il envoie un message légitime qui doit être reçu... si possible sans envoyer les tanks cette fois-ci.

Aurélien Girard

La Manif pour tous : le gouvernement s'oppose à la GPA

La Manif pour tous (LMPT) a réuni près de 100 000 participants dimanche à Paris et à Bordeaux. Le mouvement, commencé en 2012, a montré le visage d'une France traditionnellement attachée à la famille et ne se reconnaissant pas dans les propositions du gouvernement. Manuel Valls a voulu rassurer la semaine dernière en affirmant être opposé à la gestation pour autrui (GPA), une pratique de « *commercialisation des êtres humains et de marchandisation du corps des femmes* », intolérable selon lui. La France entend également promouvoir une initiative internationale pour la règlementation entre les États.

ANTOINE ANTONIOL/GETTY IMAGES

Les drapeaux de La Manif pour tous .

Ne pas toucher à l'intime et aux croyances

La Manif pour tous, ce weekend, a montré une nouvelle fois la pérennité du mouvement et de ses partisans. Commencé le 17 novembre 2012, en réponse au projet de loi Taubira sur le mariage pour personnes de même sexe, le mouvement a pris une ampleur qu'aucun sociologue ou politologue n'aurait su présager : six manifestations de grande ampleur, dont deux regroupant près d'un million de personnes. Avec cette dernière manifestation, le gouvernement semble avoir compris le message venant d'une base solide de la population défendant un modèle familial « *naturel* » comme fondement de la société française.

C'est donc la carte de l'apaisement que Manuel Valls a jouée quelques jours auparavant, avouant avoir changé d'avis sur la GPA et reconnaissant au débat public la vertu d'avoir fait évoluer les positions du gouvernement. « *Je crois qu'on ne peut pas aller vers ce type de procréation qui remettrait en cause nos valeurs et nos principes* », a déclaré le Premier ministre lors du point presse du 3 octobre à Matignon. Il précisait sa pensée au journal *La Croix* : « *La famille et les questions éthiques sont des sujets graves qui touchent à l'intime et aux croyances* ».

La GPA et la PMA pour les personnes de même sexe étaient en effet sous-jacentes au premier texte de loi sur le mariage pour tous de 2012. Ce qui appartenait aux règles naturelles de l'être humain allait être légiféré par des idées politiques de campagne. C'est pourquoi devant le tollé de l'opinion depuis deux ans, grâce à un débat plus approfondi, le gouvernement se dit maintenant strictement opposé à la légalisation de la GPA.

« *Dans un monde ouvert où tout s'achète, où tout se vend, où les valeurs et les principes ne sont pas suffisamment hiérarchisés, le rôle de la loi, c'est de poser des limites, de garantir un socle de principes qui organisent la vie en société* », a déclaré le Premier ministre.

Une question éthique sur la réglementation internationale

La Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) avait condamné la France en juin dernier pour son refus de transcrire automatiquement les actes de filiation d'enfants nés par GPA à l'étranger. La France n'avait pas fait appel en insistant sur le fait que son droit national ne pouvait être remis en question par des actes commis à l'étranger.

Pour Manuel Valls, il est de la responsabilité des États de lutter contre la commercialisation des êtres humains. Une initiative politique sera ainsi menée au niveau international par le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius pour interdire la GPA à l'étranger aux ressortissants français. C'est une question éthique centrale pour la protection de l'enfant et la lutte contre la marchandisation du corps humain, qui doit être, selon le Premier ministre, au cœur des préoccupations de la communauté internationale.

La France est en effet un pays pionnier en matière d'éthique médicale à l'intérieur de ses frontières, mais n'a aucun moyen juridique d'appliquer cette loi lorsque que ses ressortissants vont à l'étranger.

Les exemples à l'étranger

L'évolution de la science médicale depuis 60 ans a largement dépassé les limites de son cadre éthique et juridique et des trafics parallèles de marchandisation du corps humain ont pris naissance dans le même temps.

Des fermes de mères porteuses sont apparues en Inde profitant de la misère et de la détresse des femmes devenues des machines à gestation. En Amérique du Sud, aux Philippines, au Pakistan, au Kosovo, s'est développée une mafia des organes tenue par le crime organisé. En Chine, à grande échelle, on prélève les organes des prisonniers de conscience dans les sous-sols des hôpitaux militaires. Ce trafic très lucratif vient alimenter le tourisme de transplantation.

> « L'humain n'est pas une marchandise ».
>
> *Manuel Valls*

La marchandisation du corps humain ouvre ainsi un monde où l'homme devient, selon l'expression courante, « *un loup pour l'homme* » et se résumerait à la somme financière de ces organes, excluant ainsi les fondements de la civilisation : une âme indivisible et unique à chacun de ses citoyens, un respect des valeurs et des principes éthiques ainsi qu'un socle moral pour les générations à venir.

Laurent Gey

Politique familiale : moins d'universalisme et plus d'économie

Marisol Touraine, ministre de la Santé et des Affaires sociales, ainsi que Christian Eckert, secrétaire d'État au Budget, ont annoncé le 29 septembre, la diminution de plusieurs types de prestations familiales, ceci dans le cadre du projet de budget de la Sécurité sociale de 2015. Ce seront donc quelque 700 millions d'euros qui devraient être économisés sur la branche famille de la Sécu.

PHILIPPE HUGUEN/AFP/GETTY IMAGES

Des économies sont nécessaires sur le nouveau budget de la Sécurité sociale, dont le budget sur la famille.

Les mesures du nouveau budget

La prime à la naissance, d'un montant de 923,08 euros, est actuellement versée au cours du septième mois de grossesse à la plupart des familles. Estimant que les frais d'équipement sont moindres à l'arrivée du deuxième enfant, le gouvernement va donc diminuer le montant de cette prime pour le deuxième enfant, laquelle ne s'élèvera plus qu'à 308 euros.

Parallèlement, l'allocation de base de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE), qui était versée dès le mois de naissance, ne sera versée maintenant qu'au premier mois de l'enfant. Le complément de mode de garde qui est versé aux familles employant une garde d'enfant à domicile ou encore une assistante maternelle, devrait être diminué pour les familles les plus aisées.

De même, le congé parental, qui consiste pour un parent, à arrêter son activité professionnelle pour s'occuper de ses enfants, va, lui aussi, subir une modification, incitant les pères à s'impliquer davantage dans ce mode de garde. D'une durée maximale de trois ans à partir du deuxième enfant, ce congé pouvait être réparti librement entre le père et la mère. Supposée favoriser l'activité des femmes, la nouvelle mesure devra assurer des économies à l'État, en autorisant 18 mois non échangeables pour chacun des deux parents, sachant que la plupart des pères prennent des congés parentaux plus courts pour revenir rapidement à un plein salaire.

Grincements de dents

François Fondard, président de l'Unaf (Union nationale des associations familiales), dénonce cette mesure en rappelant l'importance du congé parental face à la pénurie de places en crèches : « *Aller au-delà de six mois de moins pour les mères mettrait les familles dans une situation périlleuse pour la garde d'enfant. Il manque toujours 350 000 places de crèche* ».

> « Il manque 350 000 places de crèches ».
>
> *XaFrançois Fondard, président de l'Unaf.*

Pour les plus grands, il existe une majoration des allocations familiales lorsque l'enfant atteint l'âge de 14 ans : 64,67 euros sont donc versés en plus des prestations habituelles. L'âge permettant d'accéder à cette majoration va augmenter, puisqu'il faudra avoir 16 ans pour en bénéficier. Ces mesures ne seront applicables qu'aux futurs bénéficiaires.

Cette série de mesures vise à réduire les dépenses de la branche « *famille* » de la Sécurité sociale. Pourtant, c'est celle qui présente le plus faible déficit : 2,9 milliards d'euros prévus en 2014 contre 7,3 dans la branche « *maladie* ».

Moins de temps parental pour les enfants

La politique familiale de la France, qui a pour but d'encourager la natalité en versant des prestations ou en appliquant le quotient familial sur les impôts, se veut universaliste : toute famille, quelque soit son niveau de revenus, a droit à ces avantages.

Le caractère universel cause toujours problème lorsqu'il est appliqué dans un cadre social ou idéologique. Le nouveau budget famille, en droite ligne du projet d'égalité hommes-femmes, aboutit dans les faits à un temps égalitaire de congés entre le père et la mère et à moins de temps parental pour l'enfant à naître.

Sarita Modmesaïb

Espagne

Imbroglio catalan derrière le retrait de la loi sur l'avortement

Par Jean-Jacques Kourliandsky
Chercheur à l'IRIS

LLUIS GENE/GETTY IMAGES

Barcelone, le 27 septembre 2014, Place San Jaume. Des Catalans tiennent les lettres formant le mot « *indépendance* », après que le président du gouvernement régional de la Catalogne, Artur Mas, a signé la loi régionale de vote sur l'indépendance pour le 9 novembre.

Le ministre de la Justice, Alberto Ruiz Gallardon, se considérant désavoué après l'abandon par le président du gouvernement, Mariano Rajoy, de son projet de loi réformant de manière restrictive la loi sur l'avortement a annoncé sa démission le 24 septembre 2014 et sa retraite politique. La mise au placard par le chef de l'exécutif d'une promesse, qui était au cœur de la campagne électorale de 2011du Parti Populaire, a profondément surpris. L'oukase, inattendue, relève pourtant d'une realpolitik bien compréhensible. Il sanctionne un ministre débordé par deux dossiers politiques, ayant des incidences électorales fortes : une loi réduisant le champ de l'interruption de grossesse et la gestion juridique du contentieux institutionnel catalan. Non résolues, ces questions accumulaient des tensions de plus en plus difficiles à gérer à quelques mois d'élections municipales et régionales, décisives, pour l'avenir de la majorité conservatrice.

Ces élections du printemps 2015 constituent traditionnellement en Espagne l'ultime revue des troupes avant le rendez-vous législatif national organisé l'automne suivant. Le Premier ministre espagnol a laissé filtrer le 25 septembre, un commentaire sans équivoque, révélateur d'arrières pensées électorales sinon électoralistes, depuis Pékin où il se trouvait en voyage officiel. « *Nous sommes convaincus que c'est la meilleure des décisions, celle qui divise le moins la société* ». Elle va en effet démobiliser les oppositions, hostiles à cette loi restreignant le droit d'avorter. Elle présente également l'avantage de faciliter le dialogue du Parti Populaire avec le PSOE, voire la Gauche unie sur le conflit catalan. En retirant la loi anti-IVG, le président du gouvernement et le Parti Populaire ont certes mécontenté l'Eglise catholique et l'électorat le plus traditionnaliste. Le clergé et la fraction la plus à droite du Parti Populaire n'ont cependant pas d'autre option aux municipales de 2015 que de voter pour le PP, la formation du chef de gouvernement. L'obstacle IVG levé, Mariano Rajoy a les mains plus libres pour affronter le défi institutionnel que lui a lancé le gouvernement catalan.

Le contentieux catalan, à quelques mois des élections municipales et régionales, oppose frontalement deux gouvernements. Le gouvernement catalan, dirigé par le nationaliste de CiU (Convergence et Union) Artur Mas, souhaite consulter l'électorat catalan sur l'avenir institutionnel de la Généralité, la région. La démarche s'inscrit dans une perspective souverainiste, voire indépendantiste, au nom du droit à l'autodétermination. À Madrid, le gouvernement central, celui de Mariano Rajoy, du Parti Populaire, y est totalement opposé. Il met en avant le nécessaire respect de la loi, de la Constitution qui interdit le recours au référendum sur une portion du territoire national sans l'accord préalable du parlement national (les Cortes). L'un et l'autre, Artur Mas et Mariano Rajoy, sont aujourd'hui prisonniers de leurs discours, de leurs postures publiques, mais aussi de leurs décisions point par point contraires. Le « *choc des trains* » (ndlr. expression utilisée par les Espagnols pour qualifier la question catalane/crise politique entre les autorités centrales et les autorités catalanes) est inévitable. Il n'y a pas d'aiguillage de secours, permettant d'éviter l'accident. Comment a-t-on pu en arriver là ?

Le divorce entre Madrid et Barcelone, à l'origine de la crise actuelle, est la conséquence du rejet de la revendication souverainiste catalane par le pouvoir central, et de l'absence d'une offre institutionnelle alternative. La crise économique et sociale a depuis 2008 accentué les ressentiments. Sur fond de crise économique, a ressurgi, en effet, un contentieux institutionnel et politique mal résolu entre la Catalogne et Madrid. La Catalogne est aussi durement affectée par la crise que le reste de l'Espagne. Les partis nationalistes et indépendantistes (CiU et ERC, Convergence et Gauche républicaine) ont réussi à se créer un fonds de commerce politique et électoral en offrant aux électeurs catalans un discours selon lequel la Catalogne, victime de la spoliation fiscale exercée par les autorités centrales, souffrirait une double peine économique. Ce discours a été d'autant mieux reçu que la réforme de l'autonomie régionale engagée, avant la crise économique de 2003 à 2006, par le gouvernement régional alors dirigé par un socialiste catalan, Pasqual Maragall, a été sabordée par le Parti Populaire aujourd'hui au pouvoir. Qui plus est, après l'arrivée aux responsabilités des nationalistes à Barcelone, leur demande de révision fiscale a fait l'objet d'une fin de non-recevoir de la part de Mariano Rajoy.

Le gouvernement central prétend enfermer le débat sur le terrain de la légalité juridique. La Constitution interdit en effet tout recours à des consultations référendaires sur une partie du territoire sans l'aval du Congrès des députés. Il y a une jurisprudence à ce sujet fondée sur une décision de justice relative à la tentative du gouvernement basque d'organiser en 2005 une consultation de même type, rejetée comme inconstitutionnelle. De fait, Mariano Rajoy et le PP considèrent que seul le *statu quo* est viable. Face à cette inertie de Madrid, le gouvernement catalan oppose une dynamique plus ou moins bien maîtrisée de consultation frisant avec une démarche indépendantiste.

> Artur Mas et Mariano Rajoy, sont aujourd'hui prisonniers de leurs discours, de leurs postures publiques, mais aussi de leurs décisions point par point contraires.

Le referendum écossais, la crise irakienne, ont compliqué la stratégie immobiliste du gouvernement. 80 % de la population selon les sondages et 80 % des partis politiques catalans défendent le recours à la consultation référendaire sur le modèle écossais présenté comme celui d'un pays de culture authentiquement démocratique. Le 19 septembre 2014, au lendemain du vote des Ecossais sur l'indépendance, le parlement catalan a adopté une loi légalisant la tenue de consultations populaires. Cette loi, avec des arrière-pensées différentes, a été approuvée par tous les partis à l'exception du PP et d'un parti nationaliste espagnol, Ciutadans. La crise irakienne a contraint l'Espagne à rejoindre ses alliés de l'OTAN. Mais ce ralliement, longuement médité, s'est accompagné de réserves. L'Espagne fournira des armes au gouvernement de Bagdad mais en aucun cas aux Kurdes d'Irak.

L'heure est peut-être pourtant celle d'une troisième voie. Cette dernière a été de longue date défendue par le PSC (les socialistes catalans). Ils ont perdu une première manche en 2006 alors qu'ils dirigeaient la Catalogne avec les communistes, les verts et la gauche catalane. La réforme du statut d'autonomie avait en effet été empêchée par le PP. La sortie de l'impasse politique proposée par CiU, avec l'appui d'ERC, le camp nationaliste catalan, qui consiste en une marche vers la souveraineté, débouche sur une autre voie sans issue. La crise économique, qui a éclaté en 2008, alors que le PSOE, allié du PSC, dirigeait l'Espagne, a nourri la revendication nationaliste catalane et raidi les nationalistes espagnols du Parti Populaire. Mais aujourd'hui, en rejetant tout espace au compromis, nationalistes catalans et espagnols sont en train de perdre la deuxième manche. En proposant la fédéralisation de l'Espagne, le PSOE et le PSC ont redonné des couleurs à la troisième voie. Cette proposition pourrait prendre de la consistance au fil des semaines. Les opinions publiques vont en effet bientôt faire le constat d'un échec institutionnel sans sortie potentielle, un échec porteur de conflits durables. La responsabilité de cet accident politique va retomber sur ses auteurs, le Parti Populaire et les nationalistes catalans. Artur Mas, président de la Généralité, a officiellement convoqué par un décret signé le 27 septembre la consultation des Catalans de plus de 16 ans le 9 novembre prochain. Madrid va aussitôt en suspendre l'organisation en saisissant le Tribunal constitutionnel. L'imbroglio va alors être total. Avec un risque de dérapages politiques non et mal contrôlés. La proposition des socialistes est actuellement la seule permettant de casser les logiques d'affrontement en offrant une voie de dialogue et de compromis. Elle pourrait rencontrer des partenaires inattendus qui ont fait part de façon croissante de leur malaise tels que le parti nationaliste, l'UDC, formation démocrate-chrétienne nationaliste catalane, ainsi que le patronat catalan, hostile à toute rupture de l'unité du marché espagnol. Le *lendakari* Iñigo Urkullu, président du gouvernement basque, membre du Parti nationaliste basque, tout en se montrant réservé à l'égard de la proposition fédéraliste, a d'ores et déjà repris la balle de la troisième voie au bond. Il faut éviter de recourir aux consultations, a-t-il déclaré à Vitoria, devant le parlement basque. La Constitution ne doit pas être interprétée de façon « *inamovible* ». Il faut aller vers plus de flexibilité et « *un nouveau modèle d'État* » fondé sur « *la souveraineté partagée* ».

Canada

Accord commercial Canada-Chine : les firmes canadiennes seront-elles mieux protégées ?

À la mi-septembre, c'est sans fanfare que le Cabinet du premier ministre a ratifié l'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE) avec la Chine.

Il n'y a pas eu de conférence de presse, très peu de discussions et le ministre du Commerce international, Ed Fast, ne semblait pas vouloir répondre aux questions des médias.

Il s'agit d'un des accords commerciaux les plus controversés jamais signés et il est accompagné d'une longue liste de questions sans réponses, par exemple « *quel sera l'effet d'un accord d'investissement en Chine, où les lois qui ne sont pas couvertes par l'accord portent préjudice aux entreprises étrangères ?* »

Lois anticoncurrentielles

La Chambre de commerce américaine a publié un rapport trois jours avant que le gouvernement Harper annonce que l'APIE Canada-Chine avait finalement, après deux ans, été ratifié.

Le rapport trace un portrait sombre de la manière dont le régime chinois réglemente le contexte commercial. Selon les termes de l'APIE, ces lois sont des mesures préexistantes, alors peu importe combien elles ciblent injustement les entreprises canadiennes qui s'établissent en Chine, elles sont considérées légitimes.

Le rapport, *Competing Interests in China's Competition Law Enforcement* (Intérêts divergents dans l'application de la loi sur la concurrence en Chine), explique comment la loi antimonopole (LAM) chinoise et les organisations qui l'appliquent finissent par cibler les firmes étrangères pour profiter à la politique industrielle de Pékin.

Le Canada et d'autres pays ont leurs propres lois antimonopole ou antitrust conçues pour empêcher que certaines entreprises deviennent si grandes qu'elles contrôlent tout un marché ou utilisent leurs poids pour punir les plus petits joueurs. Cependant, la version chinoise de la LAM comporte un accent socialiste qui la dénature complètement.

Selon le rapport de la Chambre de commerce, « *la loi sur la concurrence est un outil des décideurs chinois pour modeler* " l'économie socialiste de marché " ».

La LAM chinoise contient des clauses qui consacrent des rôles spéciaux aux sociétés étatisées, comme la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), un des géants de l'industrie, qui domine d'importants secteurs en Chine.

La Chine recherche les investissements de firmes étrangères dans le pays, le rapport souligne la croissance constante des investissements directs étrangers en Chine.

« *Cependant, une des motivations derrière la LAM était de réduire l'influence des firmes étrangères dans l'économie chinoise et de protéger les entités locales privilégiées de la concurrence qui pourrait représenter une menace à leur croissance* », mentionne le rapport.

SONNY TUMBELAKA/GETTY IMAGES

Ed Fast, le ministre du Commerce international canadien, n'a pas annoncé en grande pompe la ratification d'un accord sur les investissements avec la Chine.

Transfert forcé de technologie

La Chambre de commerce américaine a sonné l'alarme à de nombreuses reprises au sujet des sombres conséquences des politiques d'innovation chinoises. Cet ensemble de loi et de politiques industrielles comprend la LAM et vise à donner aux sociétés nationales, particulièrement les sociétés étatisées (qui appartiennent et sont contrôlées par le Parti communiste chinois), une position de force à l'égard des firmes étrangères.

En 2010, le responsable du dossier Chine à la Chambre et le coauteur du rapport, Jeremy Waterman, a expliqué à la Commission américaine sur le Commerce, comment le régime chinois utilisait les politiques d'innovation, y compris la LAM, pour forcer le transfert de technologie aux firmes chinoises.

Les lois antimonopole, entre autres, forcent les firmes étrangères à partager leur propriété intellectuelle sans recevoir de compensation appropriée. Elles peuvent également les forcer à établir leurs prix de manière à favoriser les entreprises nationales.

« *La Chine semble utiliser la LAM pour faire avancer des objectifs de politique industrielle, même aux dépens de la concurrence – soit l'objectif même que les lois antimonopole des autres pays visent à appliquer* », conclut le rapport.

Le régime arnaque également les droits de propriété intellectuelle pour combiner les brevets ordinaires avec les brevets essentiels à une norme (*Standard Essential Patents* – SEP).

Les SEP concernent les brevets qui ont trait aux normes de l'industrie, par exemple la quantité de matériel exact à utiliser dans une turbine de propulseur d'avion. Normalement, les SEP sont acquis par une organisation responsable des normes afin que toutes les entreprises puissent respecter la norme sans que le détenteur du brevet fasse une fortune aux dépens des autres entreprises qui doivent utiliser le brevet.

Dans le cas de la Chine, le régime croit bon d'accorder le statut de SEP à certains brevets afin de donner à des firmes nationales comme Huawei un levier lorsqu'elles négocient pour utiliser les brevets de compagnies comme Motorola et Nokia.

En fin de compte, ces politiques aident grandement les firmes chinoises, alors qu'elles peuvent se développer rapidement sans avoir à investir dans des décennies de recherche et développement.

Ce fut le cas pour les compagnies ferroviaires, a indiqué M. Waterman en 2010. « *Le transfert de technologie des compagnies étrangères a permis aux compagnies chinoises de devenir des compétiteurs internationaux dans le domaine* », a-t-il indiqué à la Commission américaine sur le Commerce.

Perdre ou gagner

Une tendance malsaine en Chine que l'APIE pourrait aider à corriger est l'absence d'application régulière de la loi qui empêche certaines compagnies d'obtenir les conseils juridiques appropriés lorsqu'elles sont examinées par le ministère du Commerce chinois. Le ministère contraint souvent les firmes étrangères à faire des concessions lors des révisions de fusionnement.Même si l'APIE peut aider en de telles circonstances, il est improbable que les entreprises y aient recours.

L'avocat en droit commercial Todd Weiler, un avocat renommé qui représente les investisseurs devant les tribunaux des APIE, a indiqué à *Epoch Times* que les recours dans ce domaine sont essentiellement des stratégies de sortie – une manière de récupérer un investissement alors que l'entreprise quitte la Chine.

Cela s'explique par une réalité que le rapport de la Chambre de commerce fait état.

« *La crainte des représailles empêche les entreprises privées de faire appel des décisions administratives* », indique le rapport.

En d'autres termes, les entreprises pourraient contester les lois punitives et injustes, mais le prix qu'elles auraient à payer rendrait toute victoire vaine.

Le ministère du Commerce international reconnaît que sous l'APIE Canada-Chine, la loi antimonopole et d'autres lois et politiques semblables existantes ne seront pas affectées par l'accord.

« *Toutefois, la Chine est obligée d'appliquer de telles mesures, y compris les lois antimonopole, équitablement envers les investisseurs canadiens et ceux d'autres pays* », indique une déclaration du ministère.

Il ne s'agit pas des garanties que les détracteurs de l'accord aimeraient obtenir, mais c'est mieux que rien pour les investisseurs canadiens qui font face à la sombre réalité des abus du régime chinois.

Matthew Little

Droits de l'homme

Rassemblement européen à Madrid

LLUIS GENE/GETTY IMAGES

Manifestation pacifique face à l'ambassade de Chine à Madrid le vendredi 3 octobre.

Vendredi 3 octobre, a eu lieu une manifestation pacifique devant l'ambassade de Chine à Madrid. Plusieurs centaines de pratiquants de la méthode spirituelle bouddhiste Falun Gong s'étaient rassemblés pour appeler à la fin de la persécution débutée par l'ancien dirigeant Jiang Zemin en 1999. Le lendemain, une parade, composée d'un millier de pratiquants du mouvement spirituel venus des principaux pays européens pour l'occasion, a traversé les rues de Madrid.

Différentes banderoles appelaient à stopper les prélèvements forcés d'organes sur les pratiquants de la méthode « *incarcérés abusivement en Chine pour leur voler leurs organes et alimenter le tourisme de transplantation qui rapporte à toute la chaîne mafieuse : des plus hauts membres du Parti communiste chinois (PCC), aux chirurgiens en passant par les geôliers et les gradés de l'armée qui mettent les hôpitaux militaires à disposition pour ce juteux trafic* », selon Mme Guan, réfugiée politique en France, qui participait au *sit-in* devant l'ambassade.

Par ailleurs, Sandra Flores, porte-parole du mouvement en Espagne, a déclaré au journal espagnol *El Mundo* que le nombre de transplantations d'organes en Chine a augmenté de 300 % et que 40 % du PIB chinois était utilisé pour persécuter les membres de ce mouvement spirituel bouddhiste.

Epoch Times

Hong Kong, un geste d'humanité

YU GANG/EPOCHTIMES

Dans l'après-midi du 29 septembre, rue Jing Zong xia devant le siège du gouvernement de Hong Kong, un policier anti-émeute portant un masque à gaz rince les yeux d'un des manifestants à l'aide d'une bouteille d'eau. La police avait utilisé du « spray au poivre » contre les manifestants quelques minutes auparavant.

Chine

Un journal lié au Parti traite de la fracture sociale

Suite de la première page

Les personnes interrogées ont été invitées à évaluer quel problème les perturbait le plus. La « *mentalité du spectateur* », en d'autres termes la propension qu'ont les Chinois à simplement observer les autres qui rencontrent des problèmes au lieu de les aider, a dominé avec 48,7 %.
L'« *anxiété sociale* », l'inquiétude envers son futur bien-être, a obtenu 44,5 % de réponses. Plus de 36 % des gens ont coché « *mentalité d'apprécier la laideur* », affirmant ainsi préférer le scandale à la beauté.

Le manque de foi

Parmi les problèmes les plus répandus, le « *manque de foi* » a été identifié par 55,3 % des personnes interrogées comme étant le plus important.

« *Chacun reconnaît qu'il existe un manque de foi dans la société chinoise et constate des problèmes moraux autour de lui* », a confié lors d'un entretien téléphonique Yang Fenggang, directeur du Centre sur la religion et la société chinoise de l'université de Purdue.

Les auteurs de l'enquête ont constaté à un certain point « *que la société traditionnelle chinoise reposait autrefois sur les communautés locales et que les groupes sociaux s'organisaient en accordant une place importante à la vertu et à la foi* ». Cependant, dans la société moderne, plus de 88 % des gens conviennent que « *la foi manque, tandis que les valeurs morales sont en déclin* » et que cela représente une « *maladie sociale* » courante.

Selon le professeur Yang Fenggang, les Chinois « *comprennent que cette foi doit être une foi véritable qui a le pouvoir de transcendance. Elle n'est ni pour le profit, ni pour un intérêt immédiat, il ne s'agit pas d'idéalisme non plus, c'est la foi, la confiance la plus basique.* »

Il a attribué le manque de foi, fondation de la moralité, aux restrictions visant la liberté de conviction en Chine. « *La religion, quand elle est librement choisie par les personnes, donne la foi aux croyants.* »

L'exemple probablement le plus choquant de l'effondrement social et moral de la Chine ces dernières années a eu lieu en 2011. Yue Yue, une petite fille de 2 ans, a été ignorée par 18 passants après avoir été écrasée sous les roues d'un fourgon, puis d'une camionnette, dans les rues de Foshan, province du Guangdong. Les images de gens passant pendant sept minutes à côté du bébé ensanglanté ont stupéfié tout le pays.

AP PHOTO/TVS VIA APTN

Yue Yue, âgée de 2 ans, est vue sur cette image juste avant d'être renversée par une fourgonnette blanche à Foshan dans la province du Guangdong. La vidéo montrant l'incident et l'indifférence des témoins a déclenché une vague de mécontentement face à la rupture morale du pays.

STR/AFP/GETTY IMAGES

Le 16 octobre 2011, Yue Yue est admise à l'hôpital de Guangzhou après avoir été écrasée par deux véhicules, puis ignorée par 18 passants. L'incident a déclenché une vague de questionnements sur les causes de la fracture sociale en Chine, qui a fait l'objet d'une récente enquête officielle.

Un retour aux valeurs traditionnelles ?

Dans cette perspective, l'enquête semblait faire volontairement référence à la société traditionnelle. D'après le quotidien *Jieyang*, le dirigeant du Parti Xi Jinping a récemment annoncé lors d'une visite à l'université normale de Pékin que « *l'esprit des élèves devrait être imprégné des textes classiques qui doivent devenir les gènes des Chinois* »

Xi Jinping a également pris l'habitude d'inclure de nombreuses références confucéennes et classiques dans ses discours, tandis que le *Quotidien du peuple*, journal officiel du PCC, a consacré des pages spéciales pour expliquer ce point au grand public.

John Wagner Givens, membre associé du Centre des études asiatiques et professeur adjoint en droit à l'université de Pittsburgh, a dit lors d'une interview : « *Cela appuie encore l'attention de Xi Jinping envers les valeurs traditionnelles* ».

« *Je considère toujours le retour aux valeurs traditionnelles pour appuyer un discours avec un certain scepticisme* », a-t-il ajouté. « *J'étais très enthousiaste il y a environ 10 ans quand ils ont parlé de* xiaokang shehui *et je ne pense pas que cela ait abouti à grand-chose.* »

Xiaokang shehui est une expression confucéenne qui avait été utilisée par l'ancien dirigeant du Parti Hu Jintao pour décrire une société « *modérément prospère* ». Mais l'écart des richesses, avec ses innombrables problèmes sociaux, n'a fait que croître sous le règne de Hu Jintao.

Selon Cheng Xiaonong, l'ancien rédacteur en chef de la revue universitaire des Études modernes de Chine, un retour à l'authentique tradition chinoise n'est probablement pas l'antidote auquel ont d'abord pensé les auteurs de l'enquête.

« *Ils parlent d'un règne communiste traditionnel, où tout le monde croit à ce que disent les dirigeants et où la propagande peut être utilisée pour manipuler et mobiliser les masses naïves* », a-t-il confié. « *C'est ce qu'ils veulent. C'est ce que Xi Jinping souhaite voir, même si ce n'est plus la même époque.* »

Le problème des responsables

Les auteurs de l'étude ne craignent pas d'attribuer un grand nombre de problèmes à la bureaucratie, d'une façon ou d'une autre.

Ces dernières années l'une des causes de la perte des repères moraux a été principalement attribuée aux abus de pouvoir des responsables. On compte parmi ces abus les nombreuses maîtresses des responsables, les signes ostentatoires de leurs richesses et les scandales impliquant le sexe, la corruption et la violence.

Sur certains points, le ton de l'enquête devient critique envers le régime lui-même : « *Quel groupe éprouve la plus grande crise de ses propres convictions ?* » Plus de 57 % des participants en ligne ont cité les cadres du Parti communiste.

Les résultats du sondage ont été publiés sur le site web de *La Tribune du peuple*, une publication du *Quotidien du Peuple,* un journal fidèle au Comité central du Parti communiste chinois. Le sondage, mené pour le compte de la *Tribune du peuple,* a été publié sur son site Internet, puis largement distribuée sur les principaux portails du web chinois dans des versions allégées. 8 015 personnes ont été interrogées au hasard, du 22 août au 2 septembre. 70 % d'entre elles ont rempli le questionnaire en ligne.

> La grande majorité des Chinois se rend compte que le fondement moral du règne du Parti communiste s'est effondré, le régime veut donc reconstruire la base morale, même si c'est impossible.

La publication de ce rapport est-elle liée à une mesure politique plus large ?

D'après le professeur Yang Fenggang ce n'est pas le cas, « *il s'agit plutôt d'une réflexion d'intellectuels chinois engagés qui s'inquiètent des problèmes sociaux actuels* ».

Cheng Xiaonong a proposé une autre analyse : après que le dirigeant Xi Jinping a accompli des progrès dans sa campagne anti-corruption, il a « *regagné la confiance du peuple pour aller de l'avant* ».

« *La grande majorité des Chinois se rend compte que le fondement moral du règne du Parti communiste s'est effondré, le régime veut donc reconstruire la base morale, même si c'est impossible.* »

« *Je suppose que c'est la raison pour laquelle ils veulent une enquête, et après cela, ils pourraient essayer de lancer une campagne d'éducation politique, d'idéologie politique, de loyauté politique et ainsi de suite...*», a-t-il conclu.

Matthew Robertson

Éditorial

Neuf commentaires sur le Parti communiste

Le livre qui change la Chine. Cet éditorial primé d'*Epoch Times* révèle l'histoire et la nature du Parti communiste chinois (PCC). À chaque édition, nous publions un extrait de cet ouvrage ayant déjà une portée historique.

6e COMMENTAIRE
III. La culture du Parti
4. Influences subtiles sur le psychisme et sur le comportement des gens

D. Une culture assurant une position de larbin

Un des documents classiques du PCC, le « *discours (de Mao) au Forum sur la littérature et les arts à Yan'an* », plaçait la culture et l'armée comme « *les deux fronts de bataille* ». Il déclarait que la force militaire était insuffisante ; une « *armée des arts littéraires* » était aussi nécessaire. Ajoutant que « *les arts littéraires devraient servir la politique* » et que « *les arts littéraires de la classe prolétarienne… sont les outils et les vis de la machine révolutionnaire* ». « *L'athéisme* » et la « *lutte des classes* » sont devenus le noyau dur de la « *culture du Parti* », ce qui va totalement à l'encontre de la culture traditionnelle.

La « *culture du Parti* » a vraiment rendu un service remarquable en aidant le PCC à obtenir le pouvoir et le contrôle sur la société. L'armée, les prisons, les forces de police, la culture du Parti appartiennent au même outil politique brutal, bien que la « *brutalité culturelle* » soit différente des autres formes de violence du régime. Cette brutalité culturelle, en détruisant 5 000 ans de culture traditionnelle, a diminué la volonté du peuple, et nuit à la cohésion de la nationalité chinoise.

Aujourd'hui, beaucoup de Chinois n'ont plus qu'une connaissance très limitée de la culture traditionnelle. Certains mettent sur le même pied les 50 années de « *culture du Parti* » et les 5 000 ans de culture traditionnelle. C'est vraiment triste pour le peuple chinois. Beaucoup ne se rendent pas compte qu'en s'opposant à la prétendue culture traditionnelle ils s'opposent en fait à la « *culture du Parti* » du PCC et pas à la vraie culture traditionnelle de la Chine.

Beaucoup de gens espèrent remplacer le système chinois actuel par le système démocratique occidental.

179 287 115 démissions au 5 octobre

Depuis la publication des *Neuf Commentaires sur le Parti communiste* en novembre 2004 par *Epoch Times*, chaque jour des milliers de Chinois quittent le Parti communiste et ses organisations affiliées, *via* le site web **www.ninecommentaries.com**, ou par téléphone grâce à un centre d'assistance internationale. D'autres affichent des déclarations sur des murs et des poteaux sur la voie publique ou écrivent encore sur des billets de banque.

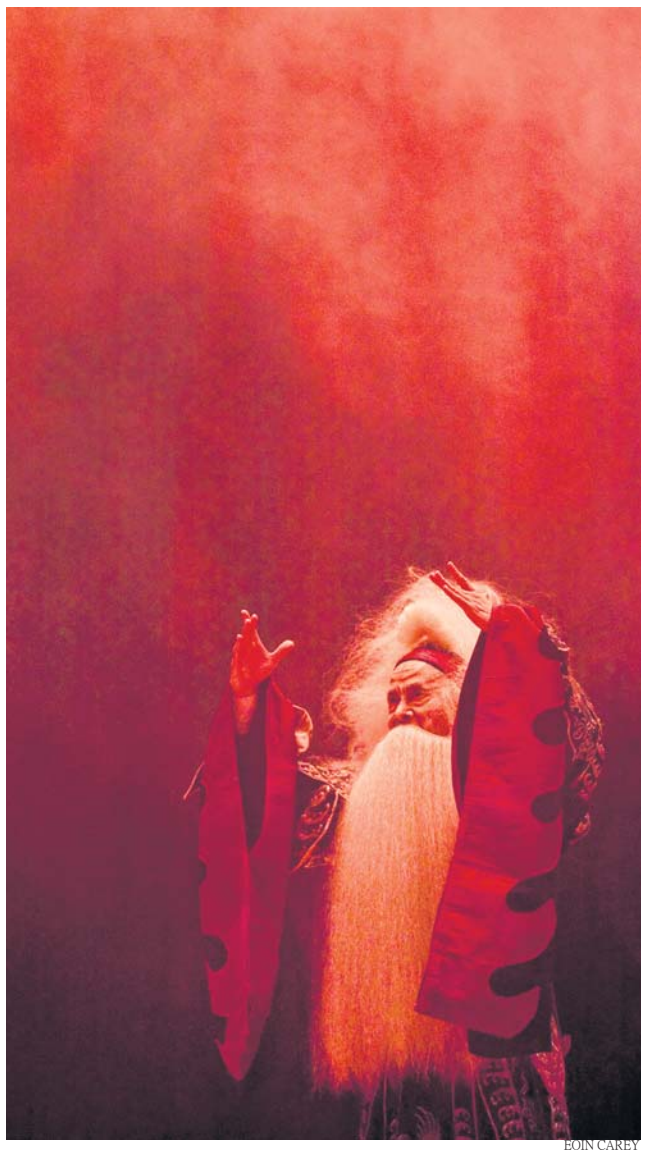
Lisez la version intégrale des *Neuf Commentaires* sur **www. epochtimes.fr**

Wu Hsing-Kuo entre Orient et Occident

Pour célébrer ses 50 ans, le théâtre du Soleil propose au public une série de rencontres festives, dont fait partie le grand maître de la scène Wu Hsing-Kuo avec son Roi Lear en opéra chinois, que le public a pu savourer la semaine dernière.

Seul sur scène, l'acteur metteur en scène taïwanais a fasciné les spectateurs dans une adaptation inoubliable de l'une des pièces les plus achevées de Shakespeare.

EOIN CAREY



EOIN CAREY

Entre tradition séculaire et modernité

Wu Hsing-Kuo nous a convaincus qu'il était comédien dans chaque cellule de son corps. « *Qui suis-je ?* », s'interroge-t-il tout au long de la pièce. Sur scène, il passe d'un rôle à l'autre avec une virtuosité de magicien – roi, princesses, nobles et fou. Il est encore plus impressionnant dans le deuxième acte dans lequel il incarne les dix personnages principaux de la pièce. Il hurle, chante, s'habille, se déshabille : « *Je retourne à ma nature originelle* », dit-il. « *C'est plus difficile que de devenir moine* ». Le roi enlève son masque pour devenir un autre, un fou, un vieux et finalement tout simplement un homme.

Wu Hsing-Kuo fait des sauts périlleux, tombe raide. Il subjugue les spectateurs avec le moindre mouvement des yeux, du visage, des doigts qu'il manie selon la tradition du *Jingjú* – l'opéra de Pékin – alliant acrobatie, arts martiaux, danse et déclamation.

Wu Hsing-Kuo interprète Shakespeare en mandarin avec toute la symbolique et les codes de l'opéra chinois, ce qui confirme que le génie transcende les langues et les peuples, il est universel.

Habité par la sagesse de Shakespeare, Wu Hsing-Kuo présente l'essence de cette œuvre magistrale et nous expose la nature profonde de l'humain.

Wu Hsing-Kuo se sert avec une grande virtuosité de sa voix et de son corps, mais aussi de ses connaissances de la scène et du cinéma contemporain. Ainsi les émotions changent, tantôt avec les yeux, tantôt avec des effets de lumière.

Sur scène, quatre statues, quatre silhouettes humaines – le roi Lear et ses trois filles, comme sculptées par le vent dans les rochers, entourent un cercle de lumière. Voilà toute l'histoire, toute la tragédie humaine devant nos yeux en une seule image : le roi et ses filles agités dans le cercle de la vie. Les statues se décomposent avec la tempête et deviennent sous l'effet de la brume – qui vire du blanc au rouge, au bleu… – tour à tour une grotte, un rocher ou une falaise au bord d'un océan rugissant.

Dans *Le Roi Lear*, l'acteur incarne tous les personnages de la pièce à la manière des rôles traditionnels de l'opéra de Pékin : *sheng* (le jeune homme), *dan* (la jeune femme), *jing* (le gredin), *mo* (l'homme d'âge mûr) ou *chou* (le bouffon).

Wu Hsing-Kuo présente son adaptation de la pièce en trois actes. Il se sert de la tradition séculaire comme de la technologie moderne pour séduire son public, pour lui offrir une aventure théâtrale exceptionnelle.

Pendant les applaudissements enthousiasmés du public, la magie du théâtre ne s'arrête toujours pas. Wu Hsing-Kuo accorde aux spectateurs une longue cérémonie de révérences, présentant ses humbles remerciements et salutations, selon la tradition chinoise. Ces adieux ne sont pas moins suggestifs que le reste de la pièce.

> Wu Hsing-Kuo interprète Shakespeare en mandarin avec toutes les symboliques et les codes de l'opéra chinois, ce qui confirme que le génie transcende les langues et les peuples, il est universel.

Wu Hsing-Kuo et l'Opéra de Pékin

C'est à Taïwan en 1986, que Wu Hsing-Kuo fonde le Contemporary Legend Theatre, convaincu que l'opéra chinois avait quelque chose d'important à partager avec le reste du monde. Ses recherches l'amènent à puiser dans toutes les formes du répertoire. Il a ainsi su tirer profit de sa parfaite maîtrise des techniques traditionnelles pour explorer les grands classiques occidentaux signés Shakespeare ou Beckett.

L'apprentissage de l'opéra chinois est long et ardu, il peut durer de sept à huit ans. Les étudiants se lèvent tôt et sont souvent frappés par le maître pour les encourager à atteindre la perfection. La journée est consacrée à l'apprentissage de la pratique de l'acrobatie, du chant, de l'art du combat et de la gestuelle. Les plus expérimentés jouent sur scène.

Ce parcours fut aussi celui de Wu Hsing-Kuo qui est entré à l'Académie nationale des Arts dramatiques Fu Hsing à l'âge de onze ans – ce qui pourrait d'ailleurs expliquer son incroyable maîtrise.

Il y étudie durant huit années et obtient des premiers rôles dans la troupe de l'école dès l'âge de seize ans, après quoi il s'inscrit à l'université de la Culture chinoise, à Taipei. Il rejoint ensuite la troupe de Cloud Gate avec laquelle il voyagera dans le monde entier. C'est ainsi que naît sa nouvelle vision pour renouveler l'art traditionnel.

Comme thème de départ il choisit *Macbeth* de Shakespeare et retrouve un certain parallèle avec l'opéra de Pékin. Après trois ans de travail sur son adaptation, il présente *Le Royaume du désir* qui est joué dans 26 villes à travers le monde, entre autres au Royal National Theatre de Londres et au festival d'Avignon.

C'est à cette occasion qu'il rencontre Ariane Mnouchkine qui l'invitera en 2000 à venir en France encadrer un stage et jouer au théâtre de l'Odéon.

Michal Bleibtreu Neeman

L'opéra de Pékin est né au XVIIIe siècle combinant les arts du spectacle, chant, danse, théâtre et costumes pour raconter des histoires traditionnelles de la Chine et du folklore chinois. Il prend son essor au milieu du XIXe siècle. Ce genre est populaire dans la cour de la dynastie Qing et est considéré comme un des trésors de la Chine. La majorité des troupes étaient basée à Pékin.

Pendant la Révolution culturelle, les thèmes traditionnels ont été remplacés, comme dans tous les autres arts, par les thèmes révolutionnaires et sont devenus un outil de propagande du régime communiste.

Après la retraite de la République de Chine à Taïwan en 1949, l'opéra de Pékin est devenu un symbole politique. En effet, Taiwan était devenu de fait le seul détenteur et garant de la culture traditionnelle chinoise.

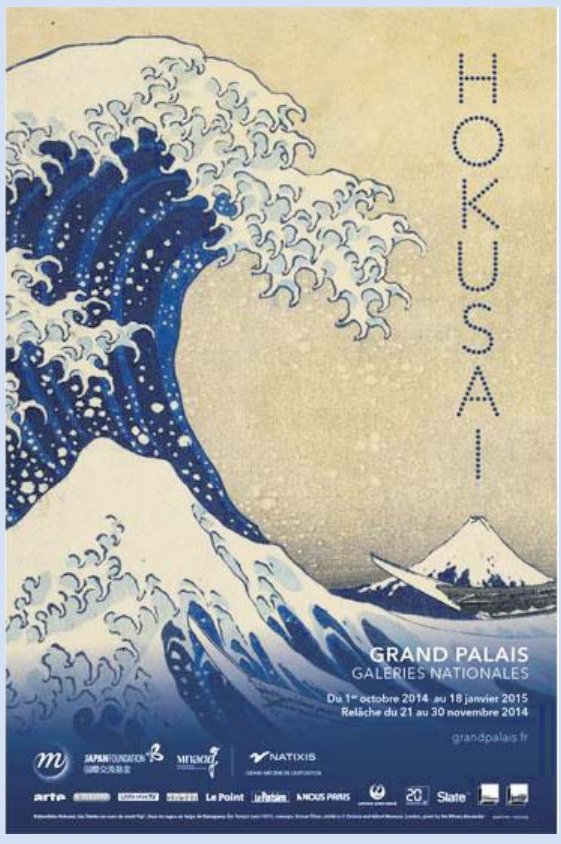
Durant la seconde moitié du XXe siècle, l'opéra de Pékin a perdu graduellement son charme auprès du public. Cette baisse de popularité est due, sans doute, à plusieurs facteurs : notamment la langue, la baisse de qualité des interprétations, le rythme qui ne convient pas à la société du zapping et les thématiques traditionnelles qui ne sont pas toujours adaptées aux mentalités modernes.

Dans ce contexte, de nouvelles écoles se sont ouvertes dans les années 1980 et de nouvelles pièces ont été montées afin de réhabiliter le genre et de le rapprocher des jeunes générations.

FOCUS

Katsushika Hokusai

Le Grand Palais accueille du 1er octobre 2014 au 18 janvier 2015 les œuvres du grand maître japonais Katsushika Hokusai.



Il s'agit de la plus grande rétrospective jamais consacrée à l'artiste en France. La Grande Vague de Kanagawa et les estampes du Mont Fuji sont déjà devenus des icones.

Katsushika Hokusai (1760-1849) est aujourd'hui l'artiste japonais le plus célèbre à travers le monde. Son œuvre peinte, dessinée et gravée incarne la spiritualité et l'âme de son pays, particulièrement ses estampes de paysages, synthèse remarquable entre les principes traditionnels de l'art japonais et les influences occidentales. « *Le fou de peinture* », tel qu'il se nommait lui-même, était également une source d'inspiration pour les peintres français.

Conçue en deux volets, l'exposition présente 500 œuvres exceptionnelles, dont une grande partie ne quittera plus le Japon à compter de l'ouverture du musée Hokusai, à Tokyo en 2016.

CITROËN C1, PEUGEOT 108,

Les entrées de gamme des trois marques

Citröen C1

Sont-elles des cousines, des sœurs, voire des jumelles ?

Les trois entrées de gamme de Peugeot (108), Citroën (C1) et Toyota (Aygo) sont bien plus que des cousines, puisqu'elles partagent la même plateforme, le même habitacle, les mêmes moteurs et les mêmes dimensions. Mais elles ne sont pas jumelles, comme peuvent l'être certains modèles, par exemple, le Berlingo et le Partner, où pratiquement seul le logo change. Ce sont cependant toujours des sœurs, nées dans la même maternité, sur la chaîne de l'usine Toyota de Kolyn, en synergie avec PSA. Les deux groupes, comme pour la première génération, apparue en 2005, se sont partagés les tâches : Toyota s'est occupé de tout le développement technique et de l'industrialisation tandis que PSA a pris en charge les achats.

Dans ce segment où le prix est déterminant et les profits difficiles, il est indispensable de regrouper les investissements et tous les constructeurs le font.

Le trio, disponible en trois ou cinq portes, qui s'adresse à la même clientèle, à 60 % féminine, aux deux tiers sans enfant, tente cependant plus ou moins timidement de se personnaliser, un peu plus, en tout cas, que la génération précédente.

Mais elles ne se distinguent que par un look plus diversifié, et des tarifs variables en fonction des équipements spécifiques. On peut y ajouter que les deux françaises offrent le choix entre deux moteurs tricylindres, le 1.0 Vti de 68 ch (d'origine Toyota) et le 1.2 Vti de 82 ch (d'origine PSA), tandis que la japonaise se contente du premier, ce qui, d'ailleurs, se révèle suffisant car cet excellent bloc d'un litre est plus rond, plus agréable. Les produits PSA, plus riches en coloris, offrent une possibilité de toit ouvrant électrique en toile, qui coûte 1 000 € de supplément... et aussi 5 cm de garde au toit à l'arrière.

En revanche, la Toyota, plus chère en prix de base (10 800 € contre 9 995 € pour la Peugeot et 9 590 € pour la Citroën) bénéficie d'un prix légèrement plus favorable à équipement égal et, surtout, d'une garantie de cinq ans.

Le look ?

Chacun a laissé libre cours à sa personnalité. Seuls le pare-brise et les portes avant sont communs aux trois modèles, avec, en plus, des flancs identiques pour les deux françaises, Peugeot est la seule des trois marques à avoir changé de nom (de 107 à 108). C'est celle qui se veut la plus glamour et qui est la plus personnalisable. La Citroën revendique la jeunesse. La Toyota se veut franchement plus décalée.

Les trois sœurs sont donc, à la fois, concurrentes et alliées. C'est que, depuis neuf ans, la concurrence s'est multipliée dans le segment des petites citadines. Elles sont aujourd'hui une bonne dizaine dont la nouvelle Renault Twingo, mais aussi les coréennes Hyundai i10 et Kia Picanto, la Fiat 500, la Nissan Pixo ou le trio des Up ! du groupe VW, la Skoda Citigo, la Seat Mi et l'Opel Adam. Toutes, des adversaires de taille.

Par rapport à la génération précédente, les progrès sont évidents. Tant au niveau

Peugeot 108 la plus glamour et la plus personnalisable.

TOYOTA AYGO...

sont toujours sœurs, mais un peu moins jumelles

du comportement, grâce au travail effectué sur une plateforme éprouvée, le châssis et les suspensions, qu'à celui du confort, sans rien céder à la compacité indispensable d'un véhicule strictement citadin.

La commande de boîte a également été retravaillée, avec une nette préférence pour la manuelle à cinq vitesses, aux rapports relativement longs, plus agréable que la boîte robotisée.

Le volume du coffre a également progressé, dans des proportions modestes, il est vrai (180 litres), mais on ne peut pas demander de miracle, dans ce domaine, à des petites citadines ! La maniabilité reste, plus que jamais, le point fort d'une auto qui ne mesure que 3,47 mètres.

Pour chacun des modèles, il existe néanmoins quelques bémols tels que le seuil de chargement du coffre, des matériaux en plastique parfois un peu kitch, et surtout un système multimédia Mirror Screen qui mérite une sérieuse mise au point.

Mais bon, il s'agit d'entrées de gamme, aux prix très raisonnables et qui, pour la plupart, ne sont que les secondes voitures de la famille.

Auto Loisirs

© AUTO LOISIRS N°141

Citröen C1

Citroën C1
revendique
la jeunesse.

Toyota Aygo

Toyota Aygo
franchement plus décalée.

Tourisme en Haïti Une perle d'authenticité

ANITA RICHARD

L'hôtel Abaka Kay Resort sur la 57e plus belle plage du monde, Île-à-Vache, Haïti.

Un voyage en Haïti pour découvrir une nouvelle facette de cette île : grâce au projet Destination Île-à-Vache, Haïti reprend vie.

À Port-au-Prince, beaucoup de constructions sont en cours : le Palais de la Cour de Cassation, l'immeuble du ministère du Commerce, la Direction Générale des Impôts... même un autopont. La sécurité règne et on peut voyager en toute sécurité.

Une vie sociale renaît dans la capitale

La place du Champ-de-Mars est temporairement réduite par des travaux de construction, mais elle est bien aménagée. Au coeur, on y trouve la place des Héros de l'Indépendance et le musée du Panthéon national haïtien (MUPANAH) avec d'un côté le Panthéon national qui conserve précieusement les restes des Pères de la patrie et de l'autre, deux salles d'exposition.

La première salle est consacrée à l'exposition permanente du musée, mettant en valeur des objets témoins et des documents historiques datant de la période précolombienne jusqu'à la période contemporaine, en passant par la période révolutionnaire au cours de laquelle l'armée indigène a combattu le système colonial pour parvenir à l'abolition de l'esclavage et à la création du premier État noir indépendant du monde : Haïti. La seconde salle a une vocation plus artistique et vise à promouvoir les beaux-arts.

Sophia Martelly, première dame de la République d'Haïti, a déclaré lors du vernissage de l'exposition *Rencontres*, qui s'est tenue du 13 août au 30 septembre dans les locaux du MUPANAH : « *La culture haïtienne est le reflet de la beauté intérieure du pays* ».

Coup de cœur pour l'Île-à-Vache

Située au sud de la ville des Cayes, l'Île-à-Vache a une superficie proche de 46 km² (deux fois Saint-Barthélemy), elle s'étend sur 15 km de long pour une largeur maximum de 5 km et compte environ 15 000 habitants.

Très peu de voitures, on peut se déplacer à cheval, en vélo, à moto ou par la mer en barque. Un endroit paisible, authentique, comme il n'en existe plus beaucoup aujourd'hui, où les gens vous sourient, assis là, tranquillement, devant leur maison colorée, sans aucun esprit de recherche.

Plus pour longtemps, car le projet *Destination Île-à-Vache*, annoncé par la ministre du Tourisme, Stéphanie Balmir Villedrouin, prévoit que cette île va devenir d'ici deux ans environ une destination touristique de luxe très fréquentée. Un aéroport international est en construction ainsi qu'une route qui traversera toute l'île et des hôtels de luxe vont voir le jour.1 000 chambres sont prévues ainsi que 2 500 villas.

Quel plaisir donc de profiter encore quelque temps de cet environnement naturel, où les gens vivent essentiellement de la pêche, de la culture (maïs, manioc, patates, haricots, coton, fruits, galettes de cassave), de l'élevage et du commerce (transport maritime).

Des hôtels au charme si particulier

L'hôtel Port Morgan, ouvert depuis 15 ans, surplombe la mer. La clientèle se compose de touristes provenant d'Amérique, du Canada, de France, de Suisse, d'Espagne, de Suède, de Norvège, du Danemark... Ils viennent y passer en moyenne une à deux semaines par an. Certains ont pu y croiser, entre autres, des stars internationales telles que Madonna ou encore le chanteur français Antoine. L'hôtel emploie actuellement 40 personnes dont trois cuisiniers formés par des chefs français et belges.

> L'Île-à-Vache, un endroit paisible, authentique, comme il n'en existe plus beaucoup aujourd'hui.

La cuisine est mixte, franco-haïtienne et composée essentiellement de produits frais. Plage ou piscine avec vue sur la mer, massage, relaxation, sports, loisirs nautiques, etc. Didier Boulard, le propriétaire, envisage d'agrandir son hôtel pour atteindre un total de 120 chambres dans les cinq ans à venir.

À l'anse Dufour, face à la plage qui a été classée 57e plus belle plage au monde, se trouve l'hôtel Abaka Bay Resort, construit en 2000. Doté de 29 chambres et d'une soixantaine d'employés, l'hôtel vous proposera une cuisine du terroir haïtien et vous pratiquerez la plongée sous marine, les sports nautiques, monterez à cheval ou visiterez l'île des Amoureux.

Si vous aspirez à davantage de contacts avec les habitants locaux, l'hôtel Chic Cocotier – situé dans la zone Kay-Kok – est l'hôtel idéal pour les petits budgets. Situé près de la mer, ombragé, l'accueil y est très chaleureux.

Vous dégusterez du lambi, des langoustes, du poisson frais, ainsi que tous les produits locaux. Les lampadaires solaires récemment implantés – encore exceptionnels sur l'île – éclaireront vos promenades du soir, là encore, en toute sérénité.

Jean Julebert, le propriétaire, nous a raconté l'histoire de son hôtel : « *Il y a six ans, un Français est arrivé dans la zone avec une toile de tente. Il est venu vers moi et m'a demandé comment il pouvait se nourrir avec peu de moyens. Je n'avais pas encore d'hôtel à cette époque-là. Je lui ai offert à manger pendant trois ou quatre jours. Quand il est parti, il était tellement touché qu'il m'a dit : "Je vais t'envoyer du monde, tu pourras faire un hôtel ici". Depuis deux ans, je reçois des groupes allant parfois jusqu'à 30 personnes et même, une fois, j'ai reçu 60 personnes. J'ai toujours trouvé comment les installer convenablement, certains chez moi, d'autres chez des membres de ma famille qui habitent dans la zone et qui n'ont pas hésité à les recevoir, et même à prêter leur maison. C'est grâce à ce Français qu'aujourd'hui j'ai pu construire quatre bungalows et ouvrir cet hôtel* ».

Il nous a ensuite conté l'histoire insolite de Kay Kok. « *Kay veut dire maison en créole, Kok est le nom d'un homme qui est arrivé sur l'île il y a très longtemps avec sa femme, Madame Bernard. Comme il la battait trop, celle-ci est allée s'installer plus loin dans un endroit qui est devenu maintenant le centre ville Madame Bernard. La zone où est demeuré l'homme a gardé son nom : Kok* ».

Madame Bernard est donc le nom donné à la ville de l'île, on y trouve toutes les administrations. Sur la place du marché, ce ne sont pas des voitures qui stationnent, mais des taxi-motos. Des chevaux aussi sont là, à l'attache, attendant que leurs propriétaires, principalement des femmes ou même parfois des fillettes, fassent leur marché. Les barques servent de transport en commun tout autour de l'île.

Il restera à visiter l'île des Amoureux : un banc de sable blanc situé en pleine mer turquoise et dont l'eau chaude est idéale pour la baignade.

Lutte contre la pauvreté et développement touristique

Le 22 février dernier, lors de sa visite sur l'île, le Premier ministre d'Haïti, Laurent Lamothe, a rassuré les habitants de la localité Kay Kok, leur disant qu'ils ne seraient pas expulsés. De plus, il a annoncé l'existence d'autres projets pour Kay Kok et pour Mme Bernard : le forage pour capter l'eau potable, la construction de toilettes publiques et l'installation de dix centres de traitement de poissons pour les pêcheurs.

« *Le Projet Destination Île-à-Vache, comporte deux composantes : la première est relative à l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté et la seconde concerne le développement touristique de l'île* », a fait savoir Mme Villedrouin. L'Île-à-Vache est une exception dans les Caraïbes avec ses petits villages pittoresques et ses plages paradisiaques. C'est un vaste plan de développement pour Haïti et donc une belle opportunité pour les Haïtiens de faire revivre le pays, lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Anita Richard

INFOS PRATIQUES

Si vous arrivez le soir à Port-au-Prince, mieux vaut dormir une nuit dans un hôtel proche de l'aéroport. Faites votre réservation auprès de CAPITAL COACH LINE (bus climatisé, 2 départs par jour) pour un départ le lendemain matin.

Arrivé aux Cayes, faites vous conduire à l'embarcadère des Cayes et là, le bateau vous attendra si vous avez réservé un hôtel car tous les hôtels de l'île peuvent réceptionner leurs clients aux Cayes en bateau.

Arrivé sur l'île vous serez dans un autre monde.

EPOCH TIMES

QUI SOMMES-NOUS ?

Liberté de la presse et droits humains sont les principes fondamentaux d' *Epoch Times*. Nous veillons à assurer le respect de l'indépendance éditoriale et à produire une information fiable.

En 2000, *Epoch Times* est né pour fournir une véritable couverture des événements en Chine, où la presse n'était qu'un outil de propagande contrôlé par la censure. Après avoir été témoins de tragédies telles que le massacre de la place Tiananmen et la persécution du groupe spirituel Falun Gong, de jeunes Sino-Américains ont lancé la publication d'*Epoch Times* en langue chinoise au péril de leur vie. Parmi eux, certains journalistes ont été emprisonnés en Chine, d'autres ont subi de graves tortures et d'autres encore sont toujours portés disparus.

Epoch Times est publié dans 35 pays en 21 langues et touche des millions de lecteurs. *Epoch Times*, tout en traitant l'essentiel de l'information avec fiabilité, inspire et enrichit la vie de ses lecteurs grâce à ses récits inédits. *Epoch Times* s'engage pour vous dans une démarche d'intégrité et d'indépendance de l'information.

Édité par

EPOCH TIMES FRANCE
83 rue du Château des Rentiers
75013 Paris
Tél. 01 45 86 41 95

Directrice de la publication
Isabelle Meyer

Directeur de la rédaction
Rémi Bleibtreu

Rédactrice en chef
Véronique Raabon

Direction artistique, maquette
Siaoyong Sou, Céline Guittière

Epoch Times Francophone

@EpochTimesFR

Imprimé par Roto Centre Orléanais
348 rue Marcel Paul 45770 Saran

Dépôt légal : à parution.
ISSN : 2261-2882.
Commission paritaire : 0716Q92406

PUBLICITÉ
06 77 93 23 22
pub@epochtimes.fr

pub.suisse@epochtimes.com
+ 41 (0) 079 821 74 22
Epoch Times
cp 390 1211 Genève 4

COURRIER DES LECTEURS
courrierdeslecteurs@epochtimes.fr

DISTRIBUTION
01 45 86 41 95

www.epochtimes.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ☐ 3 mois : 25 € / 30 CHF
- ☐ 6 mois : 39 € / 47 CHF
- ☐ 12 mois : 59 € / 70 CHF
- ☐ Abonnement de soutien : 90 €/100 CHF

MODALITÉ DE PAIEMENT
Envoyez ce bulletin dûment complété, accompagné d'un chèque bancaire à l'ordre d'**Epoch Times.**

En France : Epoch Times 83 rue du Château des Rentiers 75013 Paris

En Suisse : Epoch Times cp 390 1211 Genève 4 . Tél : + 41 (0) 079 821 74 22
pub.suisse@epochtimes.com

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Tél _____ Où avez-vous connu Epoch Times ?
Email _____ _____

Une tablette de luxe très design

À l'heure où les concurrents de la gamme Smartphone se font une guerre psychologique enragée, les tablettes arrivent en seconde place dans les accessoires technologiques essentiels à notre survie numérique. Elles complètent parfaitement les besoins complémentaires ou combinatoires d'un Galaxy S5 ou d'un Nexus 5.

L'esthétique avant tout

On se souvient des anciennes versions de MeMO PAD, qui n'étaient pas d'un bon rapport composants/prix, au design souvent très lourd, avec des bordures épaisses et des arrondis très grossiers. Mais Asus a su renouveler l'esthétique du genre en nous livrant un design plus abouti.

La tablette est, certes, entièrement en plastique, mais son revêtement arrière est fait de métal, un alliage d'aluminium et de magnésium, agréable et insensible aux traces de doigts. Un arrière qui fait apparaître un léger débordement de la coque en ABS et en fibre de verre de manière à laisser passer les signaux des différents capteurs de la tablette.

Assortie au sac à main

Existant en trois coloris : rouge, doré ou noir – plus masculin –, pour l'assortir à votre ensemble, elle se glisse facilement dans votre petit sac à main et fait partie de vos accessoires essentiels. Avec 20 cm de haut et 11,4 cm de large pour 0,83 cm d'épaisseur seulement et 269 grammes, la tablette a été pensée comme une phablette. Elle se destine à accompagner son propriétaire comme un vrai objet personnel, loin des tablettes 9 et 10 pouces qui trônent souvent plus sur la table basse que dans votre sac.

Composants de très bonne facture

L'Asus MemO PAD 7 embarque un processeur de type Atom Z3560, quadruple cœur cadencé à 1,83 GHz en 64 bits avec 2 Mo de mémoire cache accompagné d'un processeur graphique PowerVR G6430 allant de 457 à 533 MHz. Bien entendu, en terme de stockage, elle possède une capacité de 16Go. Une variante à 32Go sera aussi proposée dont le prix est encore inconnu. Ce stockage sera épaulé par un lecteur de cartes MicroSDHC dont on connaît la capacité à prendre en charge les cartes 64 Go.

Autonomie impressionnante

L'autonomie est l'un des tours de force de la tablette : elle affiche 15 heures environ en navigation web légère et 11 heures en lecture vidéo ! Selon certains tests menés, la tablette tiendrait plus de 8 heures 30 minutes en autonomie pour une sollicitation plus intense du processeur, c'est plus que l'iPad Mini Retina d'Apple (7 heures 49 minutes) ! La finesse de gravure de 22 nanomètres du microprocesseur en serait la cause.

Affichage optimal

L'écran 7 pouces IPS de la tablette, au format 16:10, affiche une définition de 1920 x 1200 pixels. Avec le même écran que la Nexus 7 (Asus était le concepteur de la tablette Google), sa qualité d'affichage est presque parfaite : les couleurs sont fidèles, la luminosité maximale et le contraste excellent (541 cd/m², 1259:1). Le logiciel de réglage Splendid d'Asus permet un réglage à votre convenance (régler la température des couleurs à « +7 » donne ainsi la possibilité de baisser la température vers le 6700 °K et d'améliorer le gamma vers 2,2). Non seulement la tablette saura lire des films 1080P sans dégrader l'image, elle saura aussi faire honneur à tout passage d'une vidéo 720P sans faire travailler le processeur outre mesure. Côté son, elle est dotée d'un dispositif SonicMaster d'Asus, ce qui est un bon signe d'autant plus qu'elle est passée à la stéréo !

Les pages web s'afficheront de manière confortable tout en proposant un niveau de zoom agréable. Des documents numériques dont les polices de caractères bénéficieront d'un lissage conséquent des caractères.

Simple et net

Deux versions seront proposées pour ce modèle : le standard wifi classique en 802.11 b/g/n est à 199€, la deuxième est une version 4G rendant la tablette plus autonome avec un tarif très honorable 249 €.

En conclusion, Asus surfe sur la tendance actuelle, en nous proposant une tablette fine, puissante, légère et jolie, bref polyvalente avec un prix très abordable. Elle risque d'être dans votre prochaine liste de Noël !

Ye Xiao

L'essentiel à retenir

Système	Android 4.4.2
Processeur	Intel Atom Z3560
Fréquence processeur	1,83 GHz
Nombre de cœurs	4
Mémoire vive (Mo)	2048 Mo
Puce graphique	PowerVR G6430
Capacité de stockage (Go)	16
Support cartes mémoire	MicroSD, MicroSDHC et MicroSDXC
Définition de l'écran	1920 x 1200
Sortie casque	1
Support du Wi-Fi	802.11 b/g/n
Support du Bluetooth	Oui
Interface PC	USB 2.0
Connecteur USB (nb)	1
Puce GPS	Oui
Appareil photo intégré	Oui
Définition appareil photo intégré	5 Megapixels
Poids (g)	269
Largeur (cm)	20
Hauteur (cm)	11.44
Epaisseur (cm)	0.83

Un Smartphone à écran carré destiné à un usage professionnel

Dans la guerre des Smartphones, une marque se faisait discrète ces derniers mois, mais c'est avec force de nouvelles propositions que BlackBerry revient sur le devant de la scène proposant, pour le moins original, un Smartphone à écran (presque) carré.

BlackBerry n'avait rien sorti de nouveau depuis sa phablette Z30 lancée en octobre 2013. Or, le 24 septembre dernier, la sortie de son nouveau Smartphone aux allures carrées n'est pas passée inaperçue. Le Canadien John Chen, à la tête de la société, a revu sa stratégie dans sa globalité pour sortir des sentiers battus et proposer ainsi du haut de gamme pour toucher une certaine classe sociale.

Un appareil puissant

Le dernier BB (pour les intimes) présente des caractéristiques haut de gamme : Compatible 4G, Wi-Fi n/ac, NFC, Miracast et Bluetooth 4.0, écran de 4,5 pouces en définition 1440 x 1440 points (pour une haute résolution de 453 ppp). Il est équipé du processeur Snapdragon 801 de Qualcomm (4 cœurs à 2,2 GHz) couplé à 3 Go de mémoire et embarque une batterie (non amovible) de 3450 mAh.

Sans oublier ses deux capteurs photos d'une résolution de 13 mégapixels au dos et 2 mégapixels en façade.

Le nouveau système BB 10 version 10.3 est très réactif, la navigation reste fluide en toutes circonstances y compris après avoir installé tous ses comptes. Même constat pour la navigation web, rapide et réactive.

Un écran carré pensé pour la productivité

Au premier regard, ce qui nous interpelle est avant tout son écran carré, avec ses 4,5 pouces. C'est 30 % plus large que la plupart des Smartphones 5 pouces. Le Passport offre une surface d'affichage comparable à ces derniers. Et cette largeur accrue se transforme en véritable atout lors de la consultation de documents bureautiques – tableurs, agenda – mais aussi de pages web. Il est possible, dans la position horizontale, de scroller avec ses doigts sur le clavier tactile avec une possibilité d'affichage de plusieurs colonnes.

L'écran n'est pas du tout adapté pour des vidéos au format 16/9e, mais les espaces vides au-dessus et en-dessous de la vidéo accueilleront des notifications et autres menus.

Une connectique complète

Un port MicroUSB est situé au bas de l'appareil et une prise audio Jack sur la partie supérieure. La coque et la batterie du Passport ne sont pas amovibles, seule une petite trappe située dans la partie supérieure du dos permet d'accéder aux emplacements SIM (format nano requis) et MicroSD. Les cartes jusqu'à 128 Go sont acceptées, ce qui s'avère particulièrement confortable.

Un écran à forte luminosité

L'écran de 4,5 pouces, doté d'un Corning Gorilla Glass 3, offre une belle surface d'affichage qui va bien au-delà des modèles classiques de même taille.

Les qualités intrinsèques de la dalle sont elles aussi assez inédites puisque cette dernière livre une luminosité pouvant atteindre 923 cd/². Autant dire qu'en plein soleil, l'écran reste l'un des plus lisibles du marché.

Beaucoup plus endurant que ses prédécesseurs

Avec sa solide batterie de 3450 mAh, le Smartphone de BlackBerry pourrait tenir une bonne journée même lors d'une utilisation intensive sans avoir vidé la batterie. Ainsi, le Passport pourrait tenir 27 heures en appel et 13 heures en surfant avec la 4G ou en lecture vidéo. Seule petite ombre au tableau, la batterie n'est plus amovible comme sur le Z10 ou le Z30.

Un Passport pour la classe affaire

Il est destiné avant tout à la classe Business, avec son écran carré et son design à la coupe bien tranchée. La sécurité est aussi un argument de poids. BlackBerry propose un système de sécurité bien rôdé et reconnu des entreprises.

En bref : un format audacieux, mais pertinent, un clavier astucieux, une autonomie remarquable, il est doué pour le son et l'image et doté d'un OS toujours aussi intuitif. À conseiller aux pros et surtout à ceux qui ont envie d'un outil différent entre les mains.

Y. X.

GRAND LANCEMENT LES 10, 11 ET 12 OCTOBRE 2014, NAISSANCE D'UNE NOUVELLE ADRESSE RIVE GAUCHE

Style.

Résolument Rive Gauche.

Vivez entre ciel et verre

avenue de France, face à la Bibliothèque F. Mitterrand

VOTRE **APPARTEMENT**
DANS LE QUARTIER **RIVE GAUCHE**
D'ART ET CULTURE

- Du **studio** au **6 pièces duplex.**
- **Terrasses plein ciel**, **loggias** pour la plupart.
- **Jardins d'hiver** avec vue sur Paris pour certains.

01 55 60 06 93
Prix d'un appel local depuis un poste fixe
www.style-paris-13.fr

SOPIC
PARIS

SOPIC - RCS Paris 484 853 528 - Document, illustrations et photos non contractuels. Architecte : Fabrice Dusapin - Perspectives : Axyz. Crédit photo : P. Moulu - OSWALDORB - 09/2014.